



Les salariés de **Surcouf** sont en grève pour sauver leurs emplois. Témoignage de l'un des grévistes.

REGARDS PAGE 2

Le **1<sup>er</sup> Mai** était marqué en France cette année par la mobilisation en défense des retraites. La bataille n'est ni perdue ni finie.

REPORTAGE PAGES 6&7

Le Grand Palais propose une exposition, **La Voie du Tao**, qui constitue une bonne initiation à cette pensée venue d'Extrême-Orient.

CULTURE PAGE 9

# TOU est à nous!

6 MAI 2010 | N°54 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## CRISE EN EUROPE

# RACKET ORGANISÉ

# CONTRE LA GRÈCE



Athènes, le 11 mars. Journée de manifestations et de grèves massives en Grèce. (KOKKINO)

*Le « plan de sauvetage » adopté par l'Union européenne (UE) et le FMI prétend mettre pendant trois ans la Grèce à l'abri de la spéculation des marchés financiers et empêcher sa « faillite ». Mais le carcan « euro-FMI » empêche les débats et mesures démocratiques qu'il faut imposer en Grèce et dans toute l'Europe: l'ouverture des livres de compte (des États, des banques, des entreprises) et le bilan de faillite de l'UE néolibérale dont témoigne le recours au FMI...*

**G**eorges Papandréou a accepté un plan d'austérité sans précédent: en contrepartie d'une aide de 110 milliards d'euros sur trois ans, l'État s'engage à réaliser 30 milliards d'euros d'économies. Les profits et marchés financiers sont épargnés alors que les services publics et les salaires doivent trinquer!

Côté dépenses: il s'agit de lancer une nouvelle offensive contre les services publics d'éducation et de santé – en diminuant un peu des dépenses militaires très au-dessus de la moyenne de l'Union européenne (UE) – mais gageons que la France, deuxième fournisseur d'armement de la Grèce, verra ses commandes protégées. Une contre-réforme des retraites, pire que celle qui nous menace

en France, est prévue. Les salaires des fonctionnaires seront baissés puis gelés; et dans le privé, les licenciements sont facilités en même temps que l'on introduit un revenu minimum pour les jeunes et les chômeurs de longue durée trouvant un emploi – ce qui multipliera les « salariés pauvres »...

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

## ZEMMOUR-DIEUDONNÉ

# RACISME DÉCOMPLEXÉ

**Les sinistres** bouffons Zemmour et Dieudonné se permettent de dialoguer en rivalisant de propos racistes contre les juifs, les Arabes, les noirs ou les musulmans. Leur stratégie commune est de se faire passer pour des gens courageux qui oseraient braver la pensée unique. Après le racisme distillé en petites phrases par les membres du gouvernement ou organisé en fanfare avec le débat sur l'identité nationale, les portes de la haine ont été largement ouvertes par la politique de Sarkozy. **LIRE PAGE 10**

## BELGIQUE

# CRISE POLITIQUE

**La crise** institutionnelle dans laquelle est de nouveau plongée la Belgique va entraîner des élections législatives anticipées. Alors que les travailleurs font les frais de la crise économique, avec des licenciements et des restrictions, la classe dominante s'entredéchire sur des questions nationales pour se réconcilier ensuite avec une loi contre la burqa. Les divisions entre Wallons et Flamands proviennent de l'histoire économique du pays. Il est vital pour le mouvement ouvrier de les surmonter. **LIRE PAGE 8**

## AIRBUS

# LA GRÈVE



**Les salariés** d'Airbus ont entamé une grève lundi 26 avril pour l'augmentation de leurs salaires et des embauches. Ils ont bloqué leurs sites de production de Toulouse, Nantes et Saint-Nazaire. Après sept jours, la grève a été suspendue, mardi 4 mai, par l'intersyndicale, pour la réouverture de négociations, ce que tous les grévistes n'ont pas apprécié. La combativité est grande, mais la grève est pénalisée par l'absence d'assemblée générale de grévistes pour prendre les décisions. **LIRE PAGE 5**





édito

Par **Sandra Demarcq**

## C'EST LE MOMENT!

**A**près la journée de mobilisation et de grève du 23 mars dernier, les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, qui ont rassemblé plus de 300 000 personnes, ont été dominées par la question des retraites. Un mot d'ordre commun pouvait être entendu dans tous les cortèges : non au recul de l'âge de la retraite, non à la nouvelle contre-réforme. Mais le gouvernement continue de faire la sourde-oreille et multiplie les « bobards » pour justifier la « nécessité » de sa contre-réforme. Selon lui, la faible mobilisation du 1<sup>er</sup> Mai serait la preuve que sa réforme est partagée par la majorité des salariés et de la population. Mais cette mobilisation n'en est qu'à ses débuts, la bataille ne fait que commencer et nous devons le montrer dans les semaines qui viennent. Dans les départements et les régions, de nombreux comités unitaires ont été mis en place autour de l'appel initié par la fondation Copernic et Attac : « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ». Ces comités sont un moyen indispensable d'éducation populaire mais doivent aussi être des outils incontournables pour la mobilisation sur les lieux de travail comme dans les quartiers. Ils doivent permettre de rassembler les salariés du privé comme du public, les jeunes, les retraités, les chômeurs et les précaires contre la réforme du gouvernement. La situation en Grèce doit nous alerter car elle ne sera pas un cas isolé, loin de là. Déjà le Portugal et l'Espagne sont dans la ligne de mire des agences de notation internationales. C'est une nouvelle étape de la crise capitaliste. Sarkozy, en voulant reculer l'âge de départ à la retraite, donne des gages à l'ensemble de l'Union européenne qui aujourd'hui n'a qu'une volonté : détruire les acquis sociaux. L'enjeu est donc énorme. Face à cela, il faut sans attendre affronter le gouvernement tout ensemble et le faire reculer durablement. C'est le moment!

### 6 MAI, RETRAITES, MEETING UNITAIRE, PARIS.

Autour de l'appel initié par la Fondation Copernic et Attac, un meeting unitaire « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites », réunira : Jean-Marie Harribey (Attac), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Huayra Llanque (militante féministe), Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche), Annick Coupé (Solidaires), Jean-Baptiste Prévost (Unef), Anne Féray (FSU), Claire Villiers (Fase), Benoît Hamon (PS), Marie-Georges Buffet (PCF), Jean-Marie Roux (CGT Finances), Céline Malaisé (GU), Cécile Dufлот (Les Verts), Olivier Besancenot (NPA), Gérard Filoche (inspecteur du travail).  
RV à 19h30 à La Bellevilloise, 9-21 rue Boyer, Paris 20<sup>e</sup> (M<sup>e</sup> Gambetta).

### 6 MAI, ROUILLAN, PARIS.

Rassemblement pour demander la libération de Jean-Marc Rouillan. RV de 18 à 19 heures, en face de la direction de l'Administration pénitentiaire, carrefour rue de la Verrerie - rue du Renard, Paris 4<sup>e</sup> (M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville). (lire page 12)

### 8 MAI, FÉMINISME, NPA BREST.

Le NPA Brest organise une formation sur le féminisme. RV de 9h30 à 16h30 au local du NPA de Brest, 257 rue Anatole-France (02 98 49 27 76), ouvert aux militants et non-militants.  
Inscriptions au : 06 23 41 00 94.

### 8 MAI, SALON DU LIVRE LIBERTAIRE, PARIS.

Débat « Combattre l'extrême droite sur le terrain social. Pourquoi? Comment? » avec Karim Chafi, acteur associatif de Chauny (Aisne), un militant du mouvement social lyonnais, et Didier Bernard, délégué syndical CGT Continental. RV à 15 heures, Salon du livre libertaire, espace des Blancs-Manteaux, 48 rue Vieille-du-Temple, Paris (M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville).

### 9 MAI, MARCHÉ ANTIFASCISTE UNITAIRE, PARIS.

Manif à l'appel d'organisations anarchistes et antiracistes. RV à 14 heures, M<sup>e</sup> Belleville (Paris 19<sup>e</sup>).

### 11 MAI, PEOPLE&BABY, PARIS.

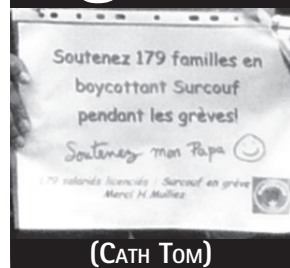
Rassemblement de soutien aux salariées licenciées de People&Baby et pour la remunicipalisation des services publics de la petite enfance. RV à partir de 14 heures, rassemblement à 18 heures, devant la mairie de Paris, place de l'Hôtel-de-Ville.

### 14-18 MAI, CONTRE-SOMMET DE MADRID.

Pour faire échouer les traités de libre commerce entre l'Union européenne et l'Amérique latine/ Caraïbes. Départ en car à Paris, informations/inscriptions : madridmai2010@yahoo.fr

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## regards



(CATH TOM)

Propos recueillis par des correspondants NPA Paris 12<sup>e</sup>

## SURCOUF UNE GRÈVE EXEMPLAIRE

Les travailleurs de Surcouf du site de l'avenue Daumesnil à Paris mènent une grève illimitée, impressionnante par son unité et sa durée. Khalid, 35 ans, membre du CCE, du CE, délégué du personnel CHSCT et syndiqué CGT, est employé depuis sept ans chez Surcouf.



### Quand le mouvement a-t-il commencé?

Un vrai poisson d'avril, le 1<sup>er</sup> avril dernier. Le riche Hugues Mulliez (cela ne s'invente pas : c'était aussi la Saint Hugues) a racheté pour 1 euro l'enseigne Surcouf au groupe Pinault Printemps la Redoute (PPR), a sorti de sa poche plusieurs dizaines de millions d'euros, dont 20 pour... PPR, 8 pour un nouveau siège social, et autres babioles genre rénovation/marketing. Dans le paquet cadeau, il y avait un avenant à notre contrat de travail, à prendre ou... à quitter la boîte : baisse globale des effectifs de 30 à 40% et indexation du salaire sur les produits les plus « margés ». Par ailleurs, une réduction drastique du choix offert aux clients : nous ne devrions vendre que des produits qui rapportent beaucoup au détriment de la qualité, quel que soit le taux de retour des produits... à la charge du vendeur! Enfin, une notation/rémunération du vendeur suivant un questionnaire remis aux clients. De première plateforme européenne de distribution du multimédia, tant par le choix offert que par la qualité des produits conseillés par des vendeurs-techniciens, Surcouf devient une boîte à fric, comme n'importe quelle boîte, et la gamme a été divisée par deux.

### Alors vous êtes en grève?

Oui, depuis quatre semaines maintenant. Sur 320 personnes concernées, 179 ont refusé de signer. À Daumesnil, cela concerne 75 salariés. Nous sommes en grève illimitée. Un piquet de grève permanent avec tentes et banderoles est installé sur le trottoir. Nous tentons de convaincre les gens de ne pas rentrer acheter dans le magasin. Cela se passe plutôt bien. Le mouvement concerne les cinq magasins de l'enseigne. Tout se passe dans l'unité entre la CGT, la CFDT (surtout à Strasbourg), la CFTE (Daumesnil) et FO. Pas de problème, c'est la cohésion.

### Quelles sont les revendications précises?

On est prêts à partir, mais dans la dignité. Ce que propose le patron est une insulte : 800 euros par année d'ancienneté, en supra légale! Nous voulons 2 500 euros, une vraie prise en charge en formation et le paiement des journées de grève.

### Les positions «s'opposent»!

Le patron a recours à un médiateur. C'est la cinquième rencontre avec ce personnage complètement dans la poche de la direction. Nous ne voulons plus le voir. Il essaye toujours de nous diviser. Cela ne marchera pas. Nous savons que l'unité est notre atout maître. Ils ont essayé de contourner l'assemblée générale (AG) en faisant appel aux directions fédérales «commerce» des syndicats. Chez Surcouf tout se décide avec tout le monde.

### Les non-syndiqués aussi?

Bien sûr. Quand il y a une nouvelle proposition, ou une décision à prendre, on ouvre la fenêtre, les salariés sont là, on les saisit du problème et... ils décident à mains levées.

### Donc il y a la démocratie ouvrière et un comité de grève syndiqués/non-syndiqués?

Si tu veux. Pour nous c'est le bon sens. L'unité et la démocratie dans la lutte, c'est notre seule force.

### Quel est le rôle des femmes? Le piquet de grève est manifestement mixte...

Chez Surcouf, on a 75% de salariés et 25% de salariées. La représentation syndicale est la même. L'implication dans la lutte est la même. Par contre, notre porte-parole principale, la personne dont la direction a tout à craindre, c'est une femme. Chez nous il n'y a pas de division.

### Quelles sont les prochaines échéances?

Le 8 mai, il y aura une réunion décisive du comité central d'entreprise (CCE). La direction est dos au mur. Les salariés sont fatigués. Tout va se jouer là. Mais nous ne céderons pas. Nous sommes toujours en grève illimitée malgré toutes les manœuvres.

### Quelles manœuvres?

Outre le contournement des salariés par les fédéraux, il y a les ouvertures « officieuses » du patronat, comme 1 100 euros par salarié et par année d'ancienneté. Il y a les « erreurs » dans les fiches de paye du mois de mars : il manque de l'argent, parfois beaucoup, alors on sait qu'« ils » paieront. Mais en attendant il faut réclamer, vivre avec très peu, c'est démoralisant, cela nous renvoie à nos problèmes individuels, pas au collectif. Et il y a les illégalités... Ils embauchent en CDI sur nos postes! C'est illégal tant que le plan social n'est pas acté. Ils mettent des stagiaires, donc sans formation, sur des postes à responsabilité. Ils jouent la démoralisation. Mais on tiendra! On parle des « zones de non-droit » à propos de certains quartiers, dont je viens, d'ailleurs. Mais ce n'est rien à côté du coût pour la société des vraies zones de non-droit pour les patrons.



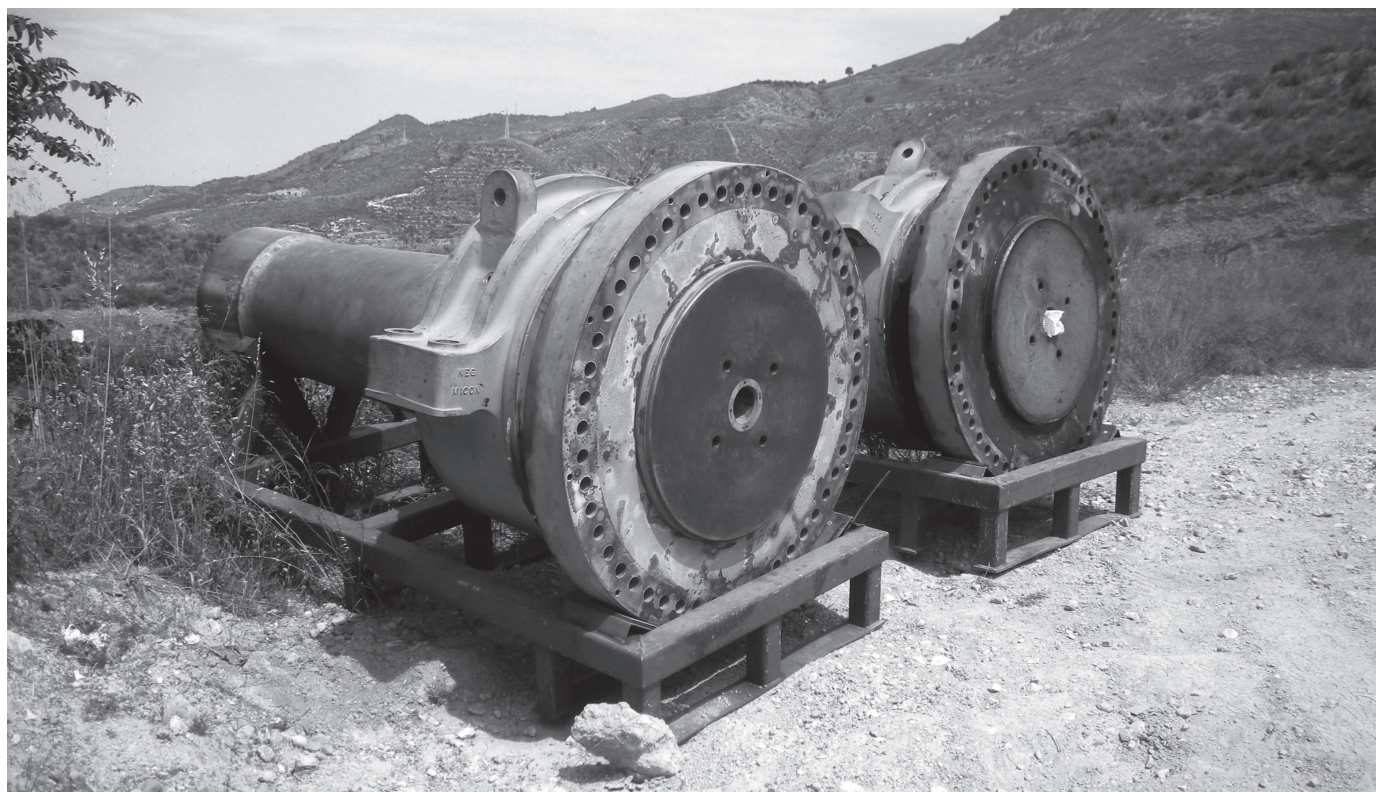
Les grévistes en lutte de Surcouf Daumesnil. (CATH TOM)





# GRENELLE 2 LA MONTAGNE ACCOUCHE D'UNE SOURIS

Jean-Louis Borloo a laissé le soin à Chantal Jouanno, sa secrétaire d'État à l'Écologie, de défendre devant l'Assemblée nationale son projet de loi. On est loin des élans lyriques d'il y a dix-huit mois lors de l'adoption du Grenelle 1.



Axes d'éoliennes usagés. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JR)



**L'environnement, ça commence à bien faire.** Ces fortes paroles prononcées par Sarkozy à l'occasion du dernier salon de l'agriculture ont exprimé les réticences voire l'hostilité d'une bonne partie de la droite et de son électorat à l'écologie, même sous la forme du capitalisme vert. Chantal Jouanno, en disgrâce après s'être dite «désespérée» de l'abandon de la taxe carbone, au lendemain de la déroute des régionales, est mise en première ligne pour affronter la méfiance de l'UMP. Sous la pression des lobbies pétrolier, nucléaire ou anti-éolien, ils se sentent encouragés par les propos de Sarkozy à exprimer leurs véritables opinions. Le PS ironise, «on va être obligé de soutenir la ministre contre sa majorité»...

Avec 250 articles et 1600 amendements déposés, la loi Grenelle 2 se voulait l'ultime étape de mise en œuvre d'un new deal écologique dont se vantait Sarkozy. Le texte, déjà adopté par le Sénat, survient dix-huit mois après l'adoption, à la quasi-unanimité du Parlement, de la loi Grenelle 1 qui fixait les orientations dans six domaines : bâtiment, transports, agriculture bio et biodiversité, gestion des déchets et gouvernance de l'environnement. Borloo parlait alors d'un «monument législatif», le bluff se révèle bien plus monumental. «La magie du Grenelle» se résume à une addition de mesures techniques sans portée, de réglementations, une «boîte à outils» disent les Verts, un bricolage bien incapable d'apporter des réponses. Pour cela il faudrait oser s'attaquer aux intérêts financiers,

ceux de l'agro-industrie en particulier, que le gouvernement est là pour servir. «Nous ne voulons pas d'une agriculture qui épuise nos sols, d'une agriculture qui utilise de façon croissante des produits chimiques dangereux», avait déclaré Sarkozy en 2007. Tout cela est oublié et l'objectif de la réduction de 50% de l'utilisation de pesticides d'ici 2018 est abandonné. L'énergie éolienne est aussi visée : le projet de loi Grenelle 2 va empêcher la réalisation de 70% des projets en cours. L'objectif du Grenelle 1 de porter à 23% la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie primaire en 2020 ne sera qu'un souvenir. Le plaidoyer de Chantal Jouanno est significatif des réelles préoccupations non écologiques du gouvernement : «Il ne faut pas non plus qu'on freine une

filière qui peut être une filière de reconversion pour des outils de sidérurgie par exemple.» Et d'argumenter : «On ne voit pas que derrière le Grenelle, il y a surtout la volonté de réduire notre dépendance à l'énergie, donc de réduire la facture énergétique. [...] Aujourd'hui, ce sont des investissements, mais des investissements nécessaires et ce sont des emplois. Il y a quand même derrière le Grenelle 600000 emplois.» L'écologie, ça commence à bien faire mais oui au capitalisme vert comme réponse à la crise économique... Depuis le fiasco de la conférence de Copenhague sur le climat en décembre, «l'écologie scepticisme» repart à l'offensive, préparant le terrain pour le dernier acte de la comédie du Grenelle, l'acte législatif.

**Yvan Lemaitre**

# CRISE EUROPE

SUITE DE LA PAGE 1

Côté recettes : les privatisations des transports et de l'énergie aggravent une Europe antisociale et désastreuse pour l'environnement. Au plan fiscal, on épargne les profits ou les exonérations dont bénéficie l'Église orthodoxe ; mais l'impôt le plus injuste – la TVA – sera augmenté. Le recours au FMI et à des financements bilatéraux par les États membres vise à sauvegarder l'architecture néo-libérale de l'UE : absence de fiscalité européenne (le budget européen est plafonné à 1% du PIB), priorité aux financements privés avec libre circulation des capitaux et « critères de Maastricht<sup>1</sup> ». Ceux-ci, réaffirmés aujourd'hui, ont été établis en 1992 pour que l'Allemagne accepte de renoncer au Deutsche Mark. L'ensemble a construit une UE de plus en plus dissymétrique. Les pays désignés avec mépris comme les «PIGS» (cochons en anglais), pour Portugal, Irlande/Italie, Grèce et Espagne (Spain) sont une «périphérie» de l'eurozone comme il existe celle de l'Est. Aux excédents commerciaux et à la faible inflation d'une Allemagne pratiquant les délocalisations vers l'Est et l'austérité salariale, correspondent une plus forte inflation, des déficits et endettements supérieurs ailleurs. Les agences de notation «évaluent» ces déséquilibres. Elles qui portaient aux nues en 2007 ce qui s'est avéré être des «titres pourris» dans la crise des subprimes, se permettent aujourd'hui d'infliger de «mauvaises notes» dont s'emparent les marchés spéculatifs : la Grèce, le Portugal et l'Espagne sont les plus fragiles – mais l'Italie a une dette supérieure à la Grèce et le déficit du Royaume-Uni dépasse les 10%... Dominique Strauss-Khan et l'Élysée grondent contre ces agences qui aggravent la spéculation sur l'euro. Mais les «spéculateurs» sont notamment les banques elles-mêmes. Celles de France et d'Allemagne détiennent 80% de la dette grecque. La banque centrale européenne n'a pas le droit de prêter aux États, mais a prêté aux banques des montants faramineux à taux bas en pleine crise financière. Cet argent leur sert aujourd'hui à prêter, avec un taux supérieur, aux États... qui viennent de décider de prêter à leur tour à la Grèce, avec un bénéfice au passage... Le FMI et les gouvernements de l'UE veulent que la Grèce serve «de leçon» européenne. Mais cette Europe-là doit être rejetée par des mobilisations qui imposent de vraies solidarités, et des «critères de convergence» visant la hausse des niveaux de vie et la protection de l'environnement. La monnaie et les financements sous contrôle public doivent être au service de la cohésion sociale. Le «plan de sauvetage» de la Grèce épargne les profits et les revenus financiers sur la dette. Il faut le refuser parce qu'il est aussi injuste que le sont les plans du FMI ailleurs – et inefficace : l'austérité signifiera récession, cause première de déficit public – sans faire cesser la spéculation. Les Islandais ont refusé de payer pour une faillite qui n'est pas la leur, lors d'un référendum en mars dernier. Il faut refuser de payer pour des dettes sans audit, transparence et débat sur ces dettes.

**Catherine Samary et Hugo Harari-Kermadec,**  
Groupe de travail Économie du NPA

## et aussi

**MAGUILLES.** Poursuivi dans trois affaires de corruption liées à sa fonction de ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua vient d'être relaxé dans deux d'entre elles et condamné à du sursis pour la troisième. Il est vrai que, là, on ne parlait pas de petite délinquance... mais de dizaines de millions de francs touchés par des proches de l'ancien ministre en échange de faveurs diverses – licence d'ouverture de casino, déménagement de siège d'entreprise, marché des armes – accordées à des personnages plus que douteux. Qui, d'ailleurs, ont été condamnés, eux, par la justice ordinaire. Car, c'est là l'aspect le plus remarquable de cette farce judiciaire : Pasqua comparait devant la Cour de Justice de la République, cette monstruosité juridique composée de parlementaires, c'est-à-dire de «collègues» de l'accusé qui ont eu à cœur de ne pas lui faire trop de misères, eu égard à «son passé au service de la France». Et des Hauts-de-Seine? Pasqua fut en effet le parrain – pardon, le président du conseil général... – de ce département. Avant de transmettre l'héritage à un certain Nicolas Sarkozy...

**MAGUILLES, SUITE.** Une «affaire» chasse l'autre. Une enquête de Libération relance celle des commissions – et des centaines de millions d'euros de pots-de-vin versés par les entreprises françaises d'armement aux officiels pakistanais pour obtenir le marché. C'est là une pratique courante entre requins de l'industrie (notamment de l'industrie de guerre) et politiciens corrompus des pays clients. Mais si elle se transforme en scandale national, c'est parce que l'on soupçonne qu'une partie de l'argent de la corruption – plusieurs dizaines de millions d'euros, quand même – serait revenue en France. Et aurait servi à financer la campagne électorale présidentielle d'Édouard Balladur, en 1995. À l'appui de sa thèse, Libération évoque un versement suspect – dix millions de francs en liquide (en fait, en grosses coupures) – au compte de campagne de Balladur. Et qui donc était le directeur de campagne? Un certain Nicolas Sarkozy! Décidément...



1. Le déficit public sous les 3% du PIB et la dette publique sous les 60% concernent le budget de l'État, des collectivités locales et de la sécurité sociale : fiscalité et retraites sont donc au cœur des enjeux. Mais l'UE a aussi interdit aux banques centrales de l'eurozone de financer les États...





## M-REAL UNE LUTTE QUI AVANCE

Les salariés de l'usine M-Real à Alizay (Eure) ont peut-être trouvé un repreneur.

« **DEUX** mois pour réussir », titrait récemment le quotidien *Paris-Normandie*. Pourtant il y a sept mois, quand a commencé la bagarre pour le redémarrage de l'usine de pâte à papier M-Real, à Alizay (Eure), tous les médias avaient déjà enterré la boîte et ses travailleurs. Mais aujourd'hui, la perspective du rachat par un groupe industriel papeter est devenue une éventualité sérieuse, car des négociations discrètes sont entamées. C'est une fois de plus la preuve que celui qui lutte peut gagner, tandis que celui qui baisse les bras a déjà perdu. En jetant un œil dans le rétroviseur, on y voit d'abord la constitution d'un collectif, dont la pétition « pour le redémarrage, le maintien et le développement de l'emploi chez M-Real » avait reçu le soutien de toute la gauche, puis de nombreuses équipes municipales. Elle a été massivement signée, ce qui a contribué à battre en brèche le fatalisme général dans l'usine. Ensuite, à partir de l'annonce du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de 99 personnes sur 416 en décembre, les initiatives n'ont pas manqué : diverses formes de blocage de l'usine et manifestations combatives, bien évidemment, mais aussi un travail de démonstration économique de la viabilité du site d'Alizay, et des propositions argumentées de mise en place d'autres productions... Le tout en maintenant le cap sur l'exigence d'interdiction des licenciements, chez M-Real comme ailleurs, et de restitution des aides publiques, avec mise au pied du mur, en profitant de la campagne des régionales pour interpeller les pouvoirs publics et les responsables politiques.

Deux mois pour réussir ? Ce qui est certain, c'est que le report du PSE d'un mois et demi, arraché par la mobilisation, vient d'arriver à échéance. Le 29 avril, lors de la deuxième table ronde officielle, tous les « acteurs » (dont le NPA) ont entendu les rapports des expertises technique, économique et financière : la production de pâte couplée à celle de papier est rentable, le groupe fait supporter au site 25 millions d'euros de charges indues par an pour créer un déficit artificiel, l'emploi pourrait même être développé facilement avec d'autres productions comme le bioéthanol ou de la pâte textile. À tel point que la préfète a affirmé que « si M-Real ne veut pas assurer l'avenir de ce site industriel, qu'il le vende et s'en aille élégamment ! », repris dans une belle unanimité par tous les élus et officiels présents. Le hic, c'est qu'aucun d'entre eux n'est prêt à toucher au sacrosaint droit de propriété pour exproprier le groupe M-Real si d'aventure il faisait le choix de faire échouer la transaction pour empêcher le développement d'un concurrent...

Alors le 30 avril, dans une opération « usine morte », une manifestation a empêché le comité d'entreprise (CE) de se tenir. Le combat continue, le NPA y tient toute sa place, en particulier avec Thierry Philippot, secrétaire du CE, avec un bulletin régulier et, bien sûr, en participant à l'animation du collectif unitaire, aux côtés du PCF surtout, avec aussi le PS et les Verts, pour démontrer que la lutte peut payer.

**Correspondants**

## HÔPITAUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS À GAP-SISTERON

Conséquence de la tarification à l'activité, le centre hospitalier intercommunal des Alpes du Sud (Chicas) est en déficit et supprime des postes. La loi Bachelot, qui introduit la notion de rentabilité dans les hôpitaux publics fait des ravages.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

L'annonce de 54 suppressions de postes a suscité l'indignation au centre hospitalier intercommunal des

Alpes du Sud (Chicas), fusion des centres hospitaliers publics de Gap (Hautes-Alpes) et Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence). Déjà en 2008, 47 emplois ont disparu, conséquence d'un premier plan de redressement imposé par l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) malgré deux votes défavorables du conseil d'administration.

Vendredi 23 avril, à l'initiative de l'intersyndicale (FO, CGT et CFDT), une soixantaine de soignants et d'usagers ont envahi la salle du conseil d'administration pour lire une motion demandant que ce deuxième plan soit refusé et dénoncer la politique de santé menée en France.

Malgré la mobilisation, les administrateurs ont accepté le

plan par onze voix contre quatre. La commission médicale d'établissement (CME), représentant les médecins, a également validé ce plan (dix-sept pour, quatre contre et quatre blanc). Ainsi, en raison d'un « déficit » de 7,8 millions d'euros, la suppression de 54 emplois pour les années 2010 et 2011 est entérinée, essentiellement des soignants (une infirmière et une aide-soignante par service en moyenne) alors que, pour la même période, le Chicas se donne l'objectif d'augmenter son activité.

Dans la « novlangue » des cadres gestionnaires technocrates, il va donc falloir « produire » plus avec moins de moyens sans garantie que les aides à la contractualisation de l'Agence régionale de santé (ARS) soient renouvelées. Le mot d'ordre est se « réorganiser » et « faire des efforts ». Les mots utilisés pour faire passer la loi Bachelot sont

déjà oubliés : équité sociale dans l'accès aux soins, mission de service public, soins de qualité pour tous y compris pour les plus démunis, amélioration des conditions de travail...

Les salariés du Chicas seront donc moins nombreux pour une charge de travail qui va augmenter. La direction et les courageux administrateurs ont du mal à reconnaître qu'avec la politique de tarification à l'activité (dite T2A), ce deuxième plan risque de ne pas être le dernier.

Depuis plusieurs années on étrangle financièrement le service public hospitalier. La loi Hôpital, patients, santé et territoires (HPST) organise tout cela en renforçant le pouvoir du directeur tout puissant. La logique comptable quantifie tout et exclut de sa finalité l'humain pour se concentrer sur l'allègement de la charge qu'il représente. La T2A, appliquée aujourd'hui

pour calculer 100% du budget de l'établissement, a fait de l'hôpital une entreprise et de la santé une marchandise. Avec ce nouveau type de financement, les établissements sont plongés dans le déficit, en particulier les établissements publics qui doivent assumer des soins qui coûtent plus que les allocations qu'ils reçoivent. Le maître mot n'est plus la santé mais la rentabilité. Dans l'hôpital-entreprise, certains actes médicaux deviennent plus « rentables » que d'autres. La prise en charge de certaines précarités ou souffrances sociales, des polyopathologies et des maladies chroniques diminuent la rentabilité. La préoccupation centrale n'est plus le malade mais le compte d'exploitation de l'hôpital. Les premières victimes en sont les patients et les soignants.

**Fanny Raymond**

## et aussi



**GRÈVE DES CHÔMEURS.** Des chômeurs, des intermittents du spectacle, des collectifs et des syndicalistes ont occupé pacifiquement, lundi 3 mai, le dernier étage du siège national de Pôle emploi, porte des Lilas à Paris, avec une banderole « Grève des chômeurs ». La police a interpellé de nombreux manifestants. Des mobilisations identiques ont eu lieu le même jour, à la Caisse des allocations familiales de Rennes, à Brest, Quimper et Montpellier. Les chômeurs et les précaires sont de plus en plus nombreux. Il se battent pour leur droit à un travail stable et bien rémunéré. Les minima sociaux ne permettent pas de vivre et pour les garder, les chômeurs sont poussés à accepter des emplois précaires et éloignés. Ils font partie du monde du travail et ils en sont exclus par la politique du gouvernement. C'est cela qu'ils expriment en se mettant en « grève » contre la politique du gouvernement. Ils se rassemblent, refusent l'isolement et la stigmatisation et se mettent en lutte.

**ALICE MILLER : LES DÉFENSEURS DES ENFANTS EN DEUIL.**

« Malheureusement, on nie partout le fait que les monstres sont nés enfants innocents et deviennent bestiaux à cause de leur éducation brutale. Ceux qui décapitent leurs victimes ne sont-ils pas des êtres humains, ne sont-ils pas, comme Hitler, devenus des êtres cruels et sans scrupules à la suite de leur enfance ? » C'est ce que déclarait Alice Miller, disparue le 14 avril, à la sortie du film sur les derniers jours d'Hitler, *La Chute*. Elle a consacré sa vie et ses livres à la dénonciation des mauvais traitements que subissent les enfants et à leurs répercussions sur le comportement de l'adulte. Sa pratique de thérapeute l'avait convaincue que l'enfant n'est pas un « pervers polymorphe » régi par ses pulsions sexuelles ; elle avait donc rompu avec la psychanalyse. Personne avant elle n'avait aussi radicalement mis au jour tout ce que l'incapacité des parents et éducateurs à s'ouvrir inconditionnellement, héritage des peurs et des traumatismes de leur propre enfance, fait subir comme

violences à l'enfant : manque de tendresse, négligences, manque de soins, abus sexuels et bien sûr toutes les formes de violence éducative ordinaire, trop souvent considérée comme normale. Son œuvre est à l'origine de l'adoption par 25 pays du monde de législations interdisant toutes les formes de punitions corporelles et d'humiliations. Et en France ? Il est significatif qu'un silence médiatique quasi complet ait entouré la parution de ses derniers livres.



# Nos emplois, pas leurs profits!

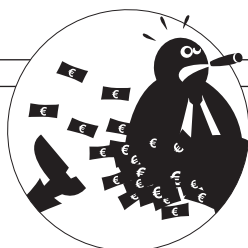
**PTPM : REPRISE DES NÉGOCIATIONS.** À la suite de la « retenue » de deux cadres de PTPM (équipementier du groupe Trèves de la filière automobile basée dans la Marne), la direction du groupe avait dû accepter de reprendre les négociations pour la réindustrialisation du site. Lundi 3 mai, à la sous-préfecture d'Épernay, les représentants de l'équipementier, la directrice de cabinet du ministre de l'Industrie et des représentants de l'État se sont réunis pour bâtir un projet industriel capable de sauvegarder l'emploi des 129 salariés du site. Après trois heures de discussion, peu de choses concrètes : les conditions de vente du terrain et de levée d'hypothèque, l'utilisation des 10 000 euros de prime extra-légale au plan social dans le montage financier ont été abordées mais sans solutions concrètes. Des groupes de travail et trois autres réunions sont programmés. Mais l'État, la région et la direction de Trèves ne sont pas pressés de faire des propositions précises. La mobilisation des salariés et le soutien de tous ne seront pas de trop pour leur imposer une réelle sauvegarde de leurs emplois.

**CONCESSIONNAIRES PEUGEOT.** Les ouvriers du concessionnaire Peugeot de Perpignan sont en grève reconductible depuis le 26 avril pour une augmentation de leurs salaires de 250 euros après la proposition ridicule de 0,8% d'augmentation qui leur est faite par l'entreprise PSA au niveau national. Ils réclament aussi l'embauche de personnel. Les garages Peugeot sont composés de salariés hautement qualifiés et honteusement sous-payés. Comme ce mécano de Perpignan qui nous a déclaré toucher 1 240 euros net par mois après onze ans de boîte. Le ras-le-bol des salariés de Perpignan se retrouve dans tous les autres garages du groupe. Déjà, au mois de mars, des grèves et débrayages se sont multipliés sur les mêmes revendications : Paris, Marseille, Bondy, Montpellier... La nécessité aujourd'hui est donc d'essayer d'étendre la grève de Perpignan à d'autres garages pour imposer un rapport de forces. Les salariés du garage de Mâcon se sont également mis en grève jeudi 29 avril.

**De l'argent, il y en a!**  
Bernard Arnaud, patron du groupe LVMH, aurait gagné en 2009 plus de 9 millions d'euros, soit 750 000 euros par mois. Selon *les Échos*, les patrons du CAC40 auraient touché 79,5 millions d'euros, sans compter les stocks-options et revenus annexes. Les entreprises se portent bien aussi : Siemens vient de révéler que ses bénéfices pour 2009 s'élèvent à 7 milliards d'euros. Cette embellie est due aux fermetures de boîtes et aux milliers de suppressions de postes.

## AIRBUS GRÈVE POUR LES SALAIRES

Les salariés d'Airbus se sont mis en grève après la faible revalorisation salariale proposée par la direction. La suite de la grève dépend des négociations salariales du 4 mai.



On n'avait pas vu ça depuis 1974! C'est ce qu'ont déclaré, ravis, beaucoup d'anciens de la boîte, pendant le blocage du C40, bâtiment toulousain où sont déchargés les Bélugas (gros avions cargos qui assurent le regroupement des éléments venant des différentes usines du groupe). En effet, des chaînes d'assemblage au bureau d'étude, le ras-le-bol est général. Dans tous les secteurs, la politique de la direction au service des actionnaires se fait sentir : délais intenable pour les nouveaux programmes (A350, A400M) au bureau d'étude ou heures supplémentaires à gogo sur les chaînes de montage. Personne ne fait confiance à la direction ; la majorité des dirigeants se sont remplis les poches dans les affaires de délit d'initiés et, depuis, la privatisation de tous les nouveaux programmes sont quasiment des fiascos. Louis Gallois, en prenant la tête de EADS en 2006, avait promis aux actionnaires une rentabilité à deux chiffres. Il est de plus en plus évident pour tout le monde que cette recherche de rentabilité à court terme est incompatible avec des pro-

grammes où les investissements sont lourds, demandent des innovations et de la recherche technologique permanente. Même dans des secteurs considérés, jusque-là, comme privilégiés, le capital est à l'offensive. Ainsi, la direction d'Airbus veut tourner la page de 40 ans de « relations contractuelles » qu'elle avait avec FO, le syndicat majoritaire. Cette année, lors des négociations salariales, elle a fait une proposition de 1,9% d'augmentation, faisant comprendre que c'était à prendre ou à laisser. Le délégué syndical central de FO le reconnaît lui-même : « on n'a pas l'habitude d'être traité comme ça ». D'où un bras de fer entre le syndicat et la direction sur un réel fond de mécontentement des salariés. Bras de fer d'autant plus motivé par les élections professionnelles qui auront lieu à la fin de l'année. Dans cette grève, il n'y a pas de place pour la démocratie ; pas d'assemblée générale, pas de vote à main levée, l'intersyndicale décide et les grévistes exécutent. Plus précisément, FO fait entériner ses décisions par l'intersyndicale. Mais bien que très « verticale », cette grève a malgré tout créé des espaces de liberté et

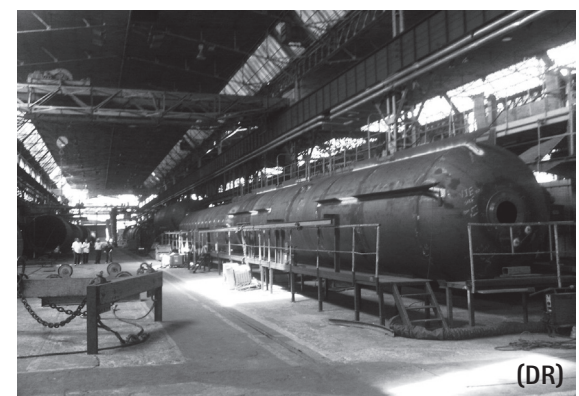
des relations nouvelles entre collègues de travail. Il y avait comme un air de fête sur les chaînes d'assemblage où la production tournait au ralenti. Nous étions contents de nous retrouver et de parler de nos problèmes. Depuis vendredi 30 avril, le blocage du C40 est levé en attendant la reprise des négociations mardi 4 mai ; la grève est donc suspendue. FO a présenté la reprise des négociations comme une victoire des salariés... Cette décision de lever le blocage du C40 est très mal passée sur les chaînes d'assemblage. À l'issue des négociations, la direction a proposé 1% d'augmentation générale et 1,5% au mérite, une prime exceptionnelle de 500 euros et 250 embauches d'intérimaires dont 186 jeunes sortis les deux dernières années du lycée professionnel « Airbus ». Cela ne fait pas le compte pour FO qui doit consulter sa base et peut-être réunir une intersyndicale le 7 mai. Entretemps, dans les ateliers, la bagarre peut repartir.

Correspondant Airbus Toulouse

## AFR DOUAI NE PAS SE LAISSER LIQUIDER

**LES SALARIÉS** de l'entreprise Arbel Fauvet Rail (AFR), à Douai (Nord), se battent contre la fermeture de leur usine. Les grévistes ont obtenu un rendez-vous au cabinet de Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, le vendredi 30 avril. Depuis le 30 mars, les salariés d'AFR ont décidé de résister en occupant leur outil de travail, et en virant leurs dirigeants incompetents. Ils ont élaboré un projet de reprise de l'activité industrielle de manière autogérée, en récupérant les brevets techniques. Pour un maintien de leur site industriel, ils sensibilisent un large public à leur lutte et sont rejoints en cela par les ouvriers du ferroviaire du secteur (Bombardier, Alstom, Delos, Forges de Fresnes). Cependant, il leur faut trouver de l'argent pour relancer la production, et une volonté politique de créer un pôle ferroviaire cohérent dans le Douaisis et le Valenciennois. Le 29 mars, lors du comité d'entreprise, le président a annoncé qu'il n'y avait plus d'argent dans les caisses après paiement des salaires ! Alors que les principaux dirigeants d'AFR s'octroyaient des salaires de 25 000 euros... L'entreprise a été pourtant subventionnée par la Communauté d'agglomération et la région Nord-Pas de Calais à hauteur de 10 millions d'euros ces cinq dernières années, mais les investissements promis par l'actionnaire principal ne sont jamais arrivés. L'argent des contribuables, livré sans contrepartie par les décideurs politiques locaux, n'a pas sauvé l'entreprise. À ce pillage patronal s'ajoutent les actes politiques d'une casse sans précédent du fret ferroviaire : non loin de Douai, à la gare SNCF de Somain, l'activité fret et 300 cheminots sont gravement menacés. En dépit des nécessités écologiques, ce sont des dizaines de milliers de camions supplémentaires qui encombreront les routes ! Lors de leur entrevue avec Estrosi, les grévistes ont mis sous le nez du gouvernement ses engagements politiques, pris lors du Grenelle de l'environnement et des États généraux de l'industrie. AFR Douai est en effet la dernière entreprise de construction de wagons sophistiqués pour le fret ferroviaire, employant 226 salariés. Les salariés politisent leur lutte pour que les décideurs ne se défilent plus. Pour que les belles paroles du gouvernement se traduisent en actes, ils maintiennent la pression jusqu'au délibéré du tribunal de commerce de Paris, qui devait analyser leur projet de reprise le mercredi 5 mai. À chacune des étapes, c'est tout notre soutien que nous apportons aux salariés d'AFR dans leur lutte pour l'emploi et l'environnement.

Maxime Boucquillon









# REPORTAGE

## TOULOUSE, AVEC LES SALARIÉS, LES SANS-DOMICILE FIXE



...s à Toulouse samedi matin ville rose. Joli cortège malgré tout à la fin du défilé. Même si les esprits et les slogans des et syndicales, s'étaient joints du collectif « SDF sans frontière de sans-logis et soutenu Quichotte, se bat depuis des logements pérennes. Certains à la commission Dalo (Droit tous, en tout cas sont en dis- pour trouver des solutions. En t un immeuble qui appartient e Bachelier à Toulouse. Cela emière de vouloir à tout prix l'appui zélé du préfet qui a ants, mercredi 28 avril. Les t retrouvés à proximité, place passer la nuit du 28 au 29, apporté son aide afin que les

membres de ce collectif puissent s'exprimer par tracts et banderole le 1<sup>er</sup> Mai. Dans une situation extrêmement difficile, on a frôlé le drame jeudi matin lorsqu'un restaurateur du quartier jugeant que des SDF, ce n'est pas bon pour le commerce, les a menacés et a blessé, à coups de crosse, un militant des Enfants de Don Quichotte qui tentait de s'interposer. Devant ces incidents le NPA a protesté, réaffirmé son soutien au collectif SDF sans-frontières ainsi qu'aux Enfants de Don Quichotte et a exigé qu'une solution soit trouvée très rapidement. Des discussions avec des représentants de la mairie qui ont désapprouvé l'attitude du préfet, ont débuté jeudi après-midi. Aussi, samedi matin, tout le monde s'est retrouvé au point fixe du NPA et les SDF sans-frontières ont distribué leurs tracts rappelant à la population toulousaine que le 1<sup>er</sup> Mai est une journée de lutte et de revendications pour les travailleurs et tous les sans-droits.

## 5 000 MANIFESTANTS À NANTES



En Loire-Atlantique, plusieurs défilés étaient prévus, le 1<sup>er</sup> Mai : l'un à Saint-Nazaire et l'autre à Nantes. Mais une manifestation était également organisée à Ligné, dans l'est du département : 400 personnes accompagnaient les travailleurs de SAH Leduc, soumis à un plan social. Ceux-ci ne sont hélas pas les seuls dans la région : à Pontchâteau, les salariés de Bobcat font face à un licenciement prévu de plus de cent travailleurs....

Le nombre de participants n'est donc pas étonnant. D'autant plus que certaines boîtes sont ou ont été en lutte pour les salaires (Waterman, par exemple, ou Airbus).

Le défilé est assez familial. Les militant-e-s sont venu-e-s avec leurs enfants. RESF cherche des parrains pour les enfants sans papiers. Et la présence de militants d'autres pays souligne le côté internationaliste du 1<sup>er</sup> Mai : aux côtés de l'Asti locale (appelée ici gasprom), défilent militants turcs et kurdes... d'ailleurs, dans son intervention, l'orateur de Solidaires a souligné l'importance de la solidarité avec les travailleurs grecs.

Les cortèges CFDT et CGT sont les plus importants. Ensuite Lutte ouvrière ouvre le défilé des organisations politiques, avec un groupe important du NPA et la présence des Verts.

Pourtant ce 1<sup>er</sup> Mai est considéré comme un 1<sup>er</sup> Mai « comme les autres » par certaines organisations syndicales. Pour Sud et la FSU, cette manif du samedi est bien loin de constituer une réponse aux attaques. Plus question de renouveler les « journées d'action » de l'an dernier. Un meeting CGT-FSU-Solidaires-FO est prévu le 3 juin. Les échéances semblent donc repoussées à septembre. Dans le département, un collectif d'organisations politiques se met en place avec le NPA, les Alternatifs, le PG, le POI et les militants du PCF qui ont mené la campagne des régionales avec le Front de gauche et le NPA. La présence de FO dans l'initiative du 3 juin semble interdire pour le moment une unification des deux collectifs. La coordination existera sûrement. Espérons qu'elle permettra une résistance énergique et efficace.

## 5 000

...ndicats présents dans l'entre- petit noyau à résister aux at- et à demander que tous les lors que semble se confirmer emplois d'ici la fin de l'année. aussi réussi à mobiliser leurs ons sono.

...itants étaient peu nombreux ent clairs « Partage du temps hesses, retraite à 60 ans ».

...aires de la CNT (Confédération ent un beau cortège d'environ

...e « pour un front uni pour les partis regroupés, dans un col- la défense des retraites, au- Fondation Copernic et Attac uche, le NPA avec une petite Gauche unitaire, et la Fase. as répondu à l'appel unitaire Lutte ouvrière. Le Parti socia- ion.

...vernement sur les retraites, il les mobilisations et d'initier des collectifs regroupant lar- mes et les syndicats. C'est ce en Gironde.

...ue l'on peut lutter, c'est tous gner!

## SOLIDARITÉ INTERNATIONALE...

**France, Grèce, Espagne, Allemagne...** Dans toute l'Europe mais aussi à travers le monde, la journée internationale des travailleurs a été l'occasion de manifestations de solidarité contre la crise et la finance. «Aucun sacrifice, la ploutocratie doit payer pour la crise», affirmait une banderole déployée place Syntagma à Athènes devant le Parlement grec. À la veille de l'annonce du plan d'étranglement de la Grèce, cette journée était une préparation de la grève générale du 5 mai pour surmonter la résignation, les pressions politiques et policières pour construire l'unité nécessaire pour avoir confiance et prendre l'offensive.

**En Allemagne** aussi, principalement à Berlin et Hambourg, de fortes manifestations ont eu lieu contre Merkel toute dévouée à ses amis les banquiers et à faire donner sa police contre les manifestants. **En Suisse**, près de 7000 personnes ont défilé à Zurich. **En Italie**, en particulier à Rosarno (Calabre, sud), lieu de violences racistes en janvier contre les ouvriers saisonniers immigrés et habitants, **en Espagne**, partout, s'est exprimé le même refus de payer leur crise. **À Vienne**, ils étaient 100000 personnes.

**En Turquie**, 300000 manifestants ont convergé sur la place centrale d'Istanbul interdite à toute manifestation depuis 1977, il y a 33 ans, lorsque des dizaines de personnes avaient été tuées par un attentat perpétré par

l'extrême droite avec la complicité de l'État. **En Russie**, les manifestations ne se sont pas limitées à celles des nostalgiques de Staline ou aux amis de Poutine. «Les travailleurs ne devraient pas payer pour la crise», «Pas de hausse des prix», «Les responsables doivent payer», disaient les banderoles à Saint-Petersbourg.

**À Gaza**, plus de 2000 Palestiniens ont manifesté contre le blocus imposé par Israël, mêlant drapeaux rouges et drapeaux palestiniens. **À Bagdad, à Jakarta, au Pakistan, Téhéran...** rassemblements, meetings, prises de position ont été l'occasion de manifester pour les droits des travailleurs. **En Amérique latine** aussi... **Aux États-Unis**, dans près de 70 villes, en particulier à Los Angeles, ils étaient des milliers pour dénoncer la loi réactionnaire et répressive contre l'immigration récemment adoptée par l'Arizona.

À l'heure où les dirigeants de la puissance capitaliste chinoise recevaient les représentants des maîtres du monde libéral et impérialiste invités à Shanghai pour inaugurer dans le faste l'Exposition universelle, vitrine de leur réussite, partout dans le monde, les travailleurs ont utilisé leur journée internationale pour dénoncer cette société où les merveilles de la technique produites par le travail humain servent avant tout à déployer les privilèges d'une minorité parasite au détriment du plus grand nombre...

## GRÈCE: AVANT LA GRÈVE GÉNÉRALE

Week-end du 1<sup>er</sup> Mai en deux temps en Grèce : samedi, grosses mobilisations dans le pays et dimanche, les annonces du gouvernement sur les mesures antisociales adoptées pour obtenir un prêt d'environ 120 milliards sur trois ans. Les mesures sont des plus brutales et montrent l'aplatissement complet du Pasok devant les desiderata de l'UE et du FMI : en expliquant gravement que le grand malade est le secteur public, Papandréou annonce la suppression des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois des fonctionnaires – espérant peut-être ainsi différer les réactions dans le privé –, l'assouplissement des règles de licenciement, une nouvelle hausse de la TVA, les suppressions des indemnités pour les retraités. Le tout sur le thème : la patrie en danger... Face à ce massacre des conditions de vie de la population, les mobilisations du 1<sup>er</sup> Mai ont montré la radicalité, puisque même les plus bureaucrates parlaient samedi de faire payer la crise aux patrons et aux spéculateurs, pas aux travailleurs. Mais l'un des obstacles principaux se voyait très clairement dans la tragique division athénienne : un gros cortège du courant KKE (PC) à 500 mètres du rassemblement syndical (direction Pasok), très clairsemé puis, plus loin, un cortège massif de Syriza (Synaspismos et groupes anticapitalistes), et encore plus loin, le cortège le plus important, selon des reportages télé, celui de syndicats de base et d'Antarsya (regroupement anticapitaliste), au total peut-être 30000 personnes ! Or, il est clair que dans la très difficile situation où les travailleurs hésitent entre résignation devant les obstacles et envie de se mobiliser, la confiance qu'apporte l'unité dans les luttes sera un facteur décisif ! C'est un enjeu pour la grève générale du 5 mai.





## APPEL DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE EUROPÉENNE

**LES** capitalistes européens ont décidé de faire rendre gorge aux travailleurs grecs.

Après le camouflet du référendum islandais où la population a massivement refusé de continuer à rembourser la dette contractée auprès des banques anglaises et néerlandaises, les manifestations massives des salariés grecs illustrent le même refus de payer pour renflouer les banques européennes. Main dans la main, la droite libérale et la social-démocratie s'accordent pour imposer des reculs sociaux sans précédent aux travailleurs grecs. Malheureusement, le mouvement ouvrier européen reste tragiquement silencieux, à commencer par la Confédération européenne des syndicats (CES). Celle-ci est trop engagée dans le soutien aux politiques de l'Union européenne pour oser soutenir les exigences des travailleurs grecs qui s'opposent frontalement à l'Europe capitaliste.

Dans un tel contexte, le NPA et le SWP britannique ont pris l'initiative, ces dernières semaines, d'une déclaration visant à rassembler les organisations anticapitalistes européennes en solidarité avec les travailleurs grecs et mettant en avant des exigences d'urgence de défense des droits sociaux.

Cet appel a reçu rapidement un large soutien de 34 organisations de 18 pays différents, en premier lieu de Grèce et du Portugal : outre quatre organisations de l'alliance de gauche Antarsya, celle de Syriza (l'alliance qui comprend notamment Synaspismos), ces signatures représentant un large spectre de la gauche radicale grecque. Le Bloc de gauche apporte la signature de la principale organisation de la gauche anticapitaliste portugaise.

L'ÖDP de Turquie, le PPP polonais, le SSP écossais et à leur côté de nombreuses autres organisations des pays d'Europe, de l'État espagnol à la Russie, en passant, par la Serbie, l'Italie, l'Irlande.

Il était d'autant plus important que le NPA soit à l'initiative de cet appel que ce sont les banques françaises qui sont les principaux créanciers de la Grèce et exigent leur dû pour accroître leurs profits financiers.

Au-delà de l'appel dont nous ne citons ici que quelques extraits, le but est d'organiser des initiatives communes de la gauche anticapitaliste européenne : première échéance annoncée, un meeting européen initié par le NPA, à Paris le 3 juin !

Léon Crémieux

### EXTRAITS DE L'APPEL

« [...] La Grèce est actuellement au cœur de la tempête.... Sous la pression des marchés financiers, de la Commission européenne et du gouvernement allemand, le gouvernement de Géorgios Papandréou s'est assis sur ses promesses électorales et a annoncé des coupes budgétaires qui équivalent à 4% du produit national [...] Les travailleurs grecs ont besoin de la solidarité des révolutionnaires, des syndicalistes et des anticapitalistes de tous les pays [...] Nous devons nous battre pour une réponse anticapitaliste : nos vies, notre santé, nos emplois valent plus que leurs profits.

Toutes les coupes dans les budgets publics domestiques doivent être arrêtées ou inversées : arrêt des « réformes » des systèmes de retraite ; la santé et l'éducation ne sont pas à vendre ; Un droit garanti à l'emploi et un programme d'investissement public dans des emplois verts : transports publics, industries des énergies renouvelables et adaptation des bâtiments privés et publics pour réduire les émissions de dioxyde de carbone ;

Pour un système bancaire et financier public unifié sous le contrôle populaire !

Les immigrants et les réfugiés ne doivent pas être les boucs émissaires de la crise : des papiers pour tous !

Non aux dépenses militaires : retrait des troupes occidentales d'Irak et d'Afghanistan, réductions massives des dépenses militaires, et dissolution de l'Otan. »

version longue sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## BELGIQUE LA DIVERSION NATIONALISTE

Alors que la population subit la crise capitaliste, la Belgique traverse à nouveau une crise politique et institutionnelle majeure. C'est une diversion par rapport aux vrais problèmes et une menace grave pour les conditions d'existence de la majorité de la population.



Le sort de l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Villvorde, à l'origine de la crise politique, est à des années-lumière des préoccupations des travailleurs. Pourtant, la démission du gouvernement et les élections législatives anticipées qui devraient suivre risquent de faire le lit de ceux qui veulent détricoter les solidarités sociales au profit des fausses solidarités identitaires et nationalistes.

Le patronat flamand a un ambitieux projet de développement pour la Flandre, devenue une des régions les plus prospères d'Europe. Son atout est le port d'Anvers, le troisième du monde, autour duquel joue le dynamisme des entreprises flamandes. Ce projet implique une offensive contre le mouvement pour améliorer la flexibilité du travail et la mobilité de la main-d'œuvre et surtout remettre en cause le système national de sécurité sociale, créé en 1944.

Après la crise des années 1970, les restructurations ont laissé un champ de ruines industrielles en Wallonie, déjà frappée par la crise charbonnière. En Flandre, la crise dégaugea le terrain pour l'expansion d'un capitalisme régional basé sur des PME dynamiques, les banques et l'investissement des multinationales. Aujourd'hui, alors que le vieux sillon industriel wallon reste gangrené par un chômage massif, l'économie flamande craint la pénurie de main-d'œuvre. La superstructure institutionnelle n'est plus en adéquation avec la réalité du capital et la classe dominante est incapable de se hisser au niveau de la gestion de l'État dans son ensemble. La réforme de l'État des années 1980-90 s'est accompagnée d'aberrations dans la répartition des compétences.



La situation de Bruxelles Capitale, seule région bilingue, est particulièrement intenable : insuffisance de ressources, morcellement en dix-neuf communes, territoire étriqué. Pendant des décennies, la Flandre a été pour la Belgique une réserve de main-d'œuvre à bon marché. Elle a connu le sous-développement, l'émigration, le mépris de la langue et des gens. Aujourd'hui, la situation économique s'est inversée et, si les Flamands ne sont plus opprimés, on ne peut nier les pesanteurs historiques.

Même si le patronat flamand n'a pas choisi de jouer la carte de l'extrême droite, le danger que représente le parti fascisant Vlaams Belang (25% des voix en Flandre) ne peut être sous-estimé. La social-démocratie flamande, déboussolée par le passage de son électeur populaire au Vlaams Belang, ne voit d'autre perspective que d'accompagner le

projet néolibéral pour la Flandre.

La gauche paie la faute historique de la social-démocratie belge qui a refusé d'embrasser la cause légitime du peuple flamand. Faute d'alternative à gauche, celui-ci a été récupéré par la droite dont le revanchisme est à la mesure des humiliations subies. Dans la classe ouvrière, la non-prise en charge des revendications démocratiques flamandes a laissé le champ libre à la hiérarchie catholique qui a mis sur pied un syndicat chrétien, la CSC, pour faire contre-poids au syndicat socialiste FGFB. Depuis lors, la CSC domine la classe ouvrière en Flandre, tandis que la FGFB reste plus puissante en Wallonie. Au sein du monde du travail, une ligne de partage organisationnelle s'est ainsi ajoutée à la ligne de partage linguistique.

La crise belge se situe dans la politique néolibérale du tout au marché et ses sous-produits

idéologiques : arrogance de l'argent, glorification de l'inégalité sociale, banalisation de la xénophobie, rupture des solidarités sociales.

La solution du mal belge passe par une politique sociale et économique permettant de résorber l'inégalité de développement entre le nord et le sud du pays. Une telle politique passe par une redistribution des richesses et une relance de l'investissement public, donc par une rupture avec la logique du marché. Le mouvement ouvrier affaibli est également confronté au défi de sauver le système de sécurité sociale. Cette bataille ne peut être gagnée que dans l'unité des travailleurs, wallons et flamands, FGFB et CSC.

Jacques Radcliff

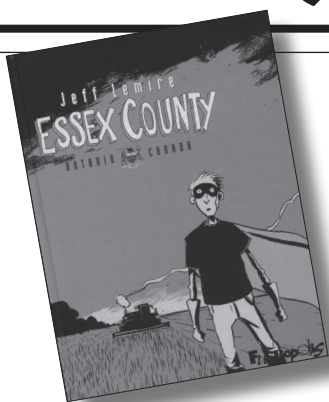
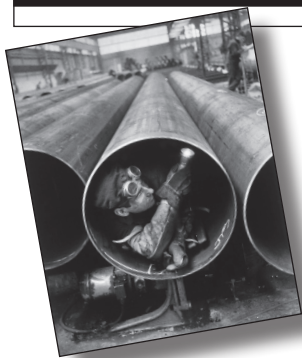
(à partir des informations de [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be) et en particulier de l'analyse de Daniel Taruno : Pour comprendre la crise belge.)

## et aussi

**MOUVEMENTS SOCIAUX AU KAZAKHSTAN.** Le 27 avril, Ainur Kurmanov, journaliste et militant politique, a été emprisonné pour quinze jours après avoir réalisé un reportage sur un piquet de grève. Celui-ci était organisé par le mouvement social d'opposition, Kazakhstan 2012, pour protester contre l'expulsion de pauvres de leur domicile. Ainur a commencé une grève de la faim et a fait appel contre sa condamnation. L'arrestation de ce journaliste est le signe de la nervosité du régime devant la croissance des mouvements sociaux et de la crainte qu'il éprouve après l'insurrection populaire qui a renversé le régime de l'État voisin du Kirghizistan. Au Kazakhstan, les travailleurs n'acceptent plus de voir se constituer une nouvelle bourgeoisie issue de l'ancien appareil d'État bureaucratique et de la direction des entreprises. 10 000 travailleurs du pétrole étaient en grève, du 4 au 19 mars, pour des revendications salariales, le renvoi des directeurs et la nationalisation de leur entreprise sous contrôle ouvrier.

**MEXIQUE. TUERIE À OAXACA.** Un convoi des militants de droits de l'homme et d'observateurs a été attaqué, le 27 avril, dans la montagne au sud du Mexique, près de Oaxaca (État d'Oaxaca) par des paramilitaires. Deux personnes ont été tuées, une militante mexicaine et un militant finlandais, et plusieurs militants ont été blessés. Des journalistes mexicains sont portés disparus. Le convoi se déplaçait pour venir en aide matériellement à la communauté indigène triqui, assiégée par un groupe paramilitaire lié au PRI, le parti de droite d'Ulises Ruiz, le gouverneur de Oaxaca. Dans le convoi, se trouvaient des membres de l'Assemblée du peuple de Oaxaca. La grève générale des professeurs dans cette ville, pendant cinq mois en 2006, avait tenté d'en chasser le gouverneur. Les groupes paramilitaires jouissent d'une grande impunité voire de la protection et de l'armement des autorités gouvernementales. Ils s'attaquent à tous les mouvements d'autonomisation indigènes.





EXPOS

**UNE POÉTIQUE DE L'ENGAGEMENT/Willy Ronis/MONNAIE DE PARIS**

Né en 1910 et mort en 2009, Ronis avait légué ses archives à l'État. C'est à partir de ce fonds que la Monnaie de Paris, en collaboration avec le Jeu de Paume, présente jusqu'au 22 août une rétrospective qui résume bien l'œuvre d'un photographe longtemps membre du PCF et le plus « engagé » des « grands de la photographie humaniste » qu'il formait avec Brassai, Doisneau, Izis et Cartier-Bresson. On lui doit des témoignages frappants sur les conditions de vie et de travail, il y a cinquante ans, et leur intérêt historique est de premier ordre. Ces documents souvent accablants restent animés d'une certaine « érotique voilée », celle des femmes et des hommes fixés par l'objectif de Ronis et celle du photographe lui-même, pour qui « engagement » signifiait d'abord complicité du regard.

Gilles Bounoure

MUSIQUE

**NEXT STOP... SOWETO/STRUT**

Si la prochaine coupe du monde de football peut au moins entraîner un effet bénéfique, espérons que ce sera peut-être d'amener un nouveau regard sur l'Afrique du Sud et son histoire. Ainsi Strut, excellent label anglais de rééditions pointues, propose un retour sur les années 1960, l'âge d'or du Mbaquanga, style d'inspiration zulu et sotho qui commença, comme il est alors fréquent de le constater dans l'ensemble du continent noir en voie d'urbanisation rapide et chaotique, à se mêler d'influences occidentales (jazz et soul surtout). En effet, surnommé le « township jive », ce courant dévergonde les musiques traditionnelles rurales pour les plonger dans le bain ardent de bidonvilles portés à ébullition par le système de l'apartheid. Un artiste comme Paul Simon contribua, plus tard, à le faire connaître à travers le monde.

King Martov

BD

**PAULETTE COMÈTE, JUSTICIÈRE À MI-TEMPS/Sapin et Rossi/DARGAUD/10,90 EUROS.**

Par un heureux hasard, Paulette Stravinsky, étudiante en sociologie qui vit chez sa grand-mère, se retrouve justicière masquée. Elle a cependant un double problème : tout d'abord, elle tombe amoureuse d'un dangereux malfaiteur, Raymond la Science. Ensuite, elle ne peut ingérer la moindre goutte d'alcool sans être prise de frénétiques envies sexuelles. L'humour décalé de Mathieu Sapin s'exerce dans cette parodie de récit de super-héros, avec une héroïne qui suit ses cours en amphitheâtre le jour, poursuit les méchants en vélo la nuit, et consulte un psychiatre libidineux pour régler ses problèmes d'alcool. Un récit loufoque entre Fantômette et les X-Men.

Sylvain Pattieu

BD

**ESSEX COUNTY, ONTARIO CANADA/Jeff Lemire/FUTUROPOLIS/28 EUROS**

Jeff Lemire est un jeune auteur canadien, ancien cuisinier qui, à travers cet album, livre une chronique douce-amère de sa région d'origine, autour de Toronto. C'est une suite d'histoires simples, dans un trait en noir et blanc, secrets de famille d'une communauté rurale racontés de manière très subtile et émouvante. Lester Papineau, jeune garçon qui vit dans la ferme de son oncle depuis la mort de sa mère, avec pour seul ami un simple d'esprit, Jimmy Lebeuf. Vince et Lou Lebeuf, deux frères vedettes de hockey qui se fâchent à mort. Anne Byrne-Quenneville, infirmière à domicile qui visite ses patients dans toute la région. Le récit de Jeff Lemire est plein de chaleur humaine et nous plonge de manière vivante, sans aucune mièvrerie, dans l'ambiance de cette région.

S. P.

<http://antidelation.lautre.net>

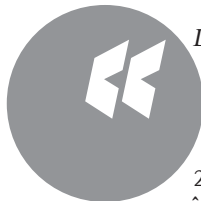
Incontournable ! Ce site est un outil de lutte contre les lois liberticides. Lois Perben 1 et 2, « prévention de la délinquance », « base élèves », Sconet, Eloi, « réussite éducative »... Le mouvement antidelation composé de collectifs locaux et de représentants de syndicats, d'organismes et d'associations s'oppose à la destruction de l'éthique des professionnels, refuse que des informations concernant la vie privée soient divulguées aux élus et que des enfants soient fichés. Il défend une politique sociale ambitieuse avec les moyens correspondants pour le logement, la protection sociale, l'emploi, l'éducation et la santé. À soutenir !

[www.dailymotion.com/ministeresp](http://www.dailymotion.com/ministeresp)

Le 1<sup>er</sup> Mai, 100 marcheurs sans papiers ont entamé leur voyage vers Nice, où ils ont prévu de s'inviter au sommet France Afrique, le 2 juin. La manifestation « Paris-Nice à pied pour les sans-papiers » traversera dix villes : Melun, Auxerre, Dijon, Châlon-sur-Saône, Mâcon, Lyon, Valence, Avignon, Marseille, Cannes et Nice où des rendez-vous avec les militants locaux et les soutiens seront organisés. Pour suivre la marche au quotidien, des vidéos doivent être mises en ligne régulièrement, à cette adresse. On peut également regarder la conférence de presse donnée par le ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers sur : <http://bitin.fr/deux/conference-de-presse-sur-la-marche.html>

**EXPO UNE AUTRE SORTE DE « LONGUE MARCHÉ »**

« La Voie du Tao », belle exposition visible jusqu'au 5 juillet au Grand Palais à Paris, montre à travers plus de 200 objets venus du monde entier comment s'est développé et diffusé le taoïsme, vieille pensée chinoise qui nourrit encore l'actualité.



Le taoïsme est en passe de devenir l'idéologie hégémonique du capitalisme mondial», écrivait le philosophe Slavoj Zizek (*Le Monde diplomatique*, mai 2005). Pour d'autres, Mao lui-même ne se serait-il pas montré plus taoïste que marxiste, du fait de ses références fréquentes à Lao-Tseu et de sa réhabilitation tardive de la médecine traditionnelle chinoise, et surtout en s'en remettant tant de fois au principe taoïste du « laisser-faire » (wu wei) ? Si Étienne a pu parler d'un « mythe taoïste en France au xx<sup>e</sup> siècle », c'est notamment que « tout un secteur du marxisme interprète le Tao Tō King comme une prémonition de la dialectique marxiste » tandis que Claudel et d'autres écrivains catholiques ont continué d'y voir une préfiguration du christianisme... Ainsi, même sans tenir compte de ses multiples chemins de traverse, variantes ou sectes, le Tao (ou « Voie ») ne se laisse pas facilement arpenter, du moins par les Occidentaux.

Tel est en somme le défi de cette exposition organisée par le musée Guimet et la RMN, appuyée par un catalogue aussi savant qu'utile, la première à présenter en Europe une sélection d'objets et de documents résumant les 2 500 ans d'histoire du taoïsme. Elle aide à comprendre pourquoi cette conception du monde marque encore les modes de vie et de pensée des Chinois d'aujourd'hui, peu d'activités humaines ayant échappé à ses préceptes qui ont donné lieu à plusieurs milliers de livres, botanique, hygiène, alchimie interne et externe,

sexualité, médecine... sans parler des traités, poèmes ou romans chargés de diffuser la même sagesse. À l'origine, le Tao était peut-être seulement un art de prolonger la vie, une « Longue Marche » individuelle, sans sauveur, sans doctrine, sans Dieu ni vie future. Le contact avec le bouddhisme, dont il reprit de nombreux traits doctrinaux et iconographiques, et d'autres croyances locales ou importées, acheva d'en faire une religion, avec ses prêtres, ses moines, ses rituels, ses superstitions et ses objets magiques, pour la plupart recouverts d'inscriptions, à valeur magique elles aussi.

Les visiteurs disposeront eux-mêmes de plusieurs « voies » pour aborder « La Voie », celle de la politique restant bien sûr d'actualité, quoique celle de la symbolique soit sans doute plus pénétrante. Si l'on n'est pas initié au symbolisme de l'écriture chinoise, les paysages fascinants des grands peintres taoïstes, portant à son plus haut le geste du calligraphe, offrent, avec leurs perspectives multiples, les portes d'entrée les plus aisées et libres pour approcher cette conception de l'univers. Bientôt première puissance mondiale au prix (ou au mépris) des conséquences environnementales et humaines qu'on sait et qu'on soupçonne, la Chine pourrait-elle renouer avec le sens de l'harmonie entre l'homme et la nature qui fonde principalement le Tao ? Cette exposition ne pouvait aborder cette question, mais elle y fait penser comme à une « Longue Marche » de plus.

Gilles Bounoure



Pavillon dans un paysage - Qiu Ying (1494/95 - 1552) Dynastie Ming - Musée des arts asiatiques Guimet, Paris - © Musée Guimet, Paris, Dist Rmn / Thierry Ollivier Feuille d'album, encre et couleurs légères sur soie, peinture du type « bleu et vert » - 29 x 28 cm.





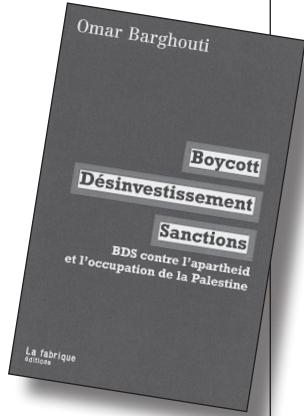
**BOYCOTT  
DÉSINVESTISSEMENT  
SANCTIONS**

**OMAR BARGHOUTI**

**LA FABRIQUE**

250 PAGES - 14 EUROS

l'essai



**ALORS** que la campagne de Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) contre l'apartheid et l'occupation israéliens bat son plein, le débat sur son opportunité a lieu de manière très parcellaire, essentiellement par tribunes de presse interposées. Ce livre arrive donc à point nommé; il permet d'installer la campagne dans le débat intellectuel et offre enfin aux lecteurs un argumentaire complet en faveur du BDS. Reflet des «*expériences collectives accumulées depuis la fondation du mouvement*», le livre est composé d'articles rédigés entre 2005 et janvier 2010 (classés par thèmes), et évite difficilement l'écueil de la redondance. Mais cette forme permet aussi à Barghouti de déployer une large gamme d'arguments, conforme à la nature d'une campagne qui «*met en avant une approche nouvelle de la question de la Palestine*» à travers trois principes essentiels: «*l'attention portée au contexte, la progressivité et la ténacité*». Là réside l'intérêt principal d'un ouvrage dont le propos se situe essentiellement sur les domaines opérationnel et stratégique; l'auteur rappelle ainsi que «*le mouvement BDS ne prend pas position sur la question de la solution politique et se tient à l'écart du débat un État/deux États [...]*».

Enfin, sur la manière de mener le BDS, à travers la promotion d'un boycott général de tous les produits et services israéliens, le chorégraphe et philosophe Barghouti insiste particulièrement sur le boycott de «*toutes les institutions israéliennes universitaires, culturelles et touristiques qui sont complices du maintien de l'occupation et de l'apartheid*». Sur ce dernier point, ses arguments sont nombreux et convaincants. «*Le monde ne peut plus continuer à regarder les bras croisés. C'est pourquoi BDS, et BDS maintenant.*»

**Rafik Chekkat**

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43

**www.la-breche.com**

ZEMMOUR - DIEUDONNÉ  
**COMBATTRE TOUS LES RACISMES**

Zemmour et Dieudonné se livrent à des provocations médiatiques conformes à la libération de la parole raciste voulue par la droite.

**A** Éric Zemmour, qui attribue la délinquance aux noirs et aux Arabes, Dieudonné répond: «*Tu ne crois pas que c'est aux juifs qu'il faut s'en prendre, plutôt qu'à ceux qui volent des miettes? [...] Les plus gros escrocs de la planète sont tous des juifs.*» Ethnicisation de la criminalité qui permet aux deux compères racistes d'adopter une posture de courageux pourfendeurs du «*politiquement correct*». Mais tous deux servent admirablement le racisme décomplexé de la droite au pouvoir.

Zemmour justifie les contrôles au faciès dont sont quotidiennement victimes les noirs et les Arabes. Le fond du discours est le même que celui de Besson, Hortefeux, Morano, Longuet et les autres: c'est quand ils sont nombreux qu'il y a des problèmes, surtout les «*jeunes musulmans*» qui parlent verlan et portent la casquette à l'envers, un individu issu de l'immigration et non du «*corps traditionnel français*» ne peut diriger la Halde, etc. Comme ces dirigeants de droite, Zemmour ne fait que recycler les vieilles théories racistes sur les populations non intégrables parce que d'origine étrangère, voire naturellement portées vers la criminalité. Il défend «*l'identité nationale*» version Besson dans les nombreux médias où il intervient, tout en prétendant être menacé d'interdiction professionnelle, voire de «*mort sociale*». Rien que ça!

Dieudonné ne prend plus la précaution de remplacer «*juif*» par «*sioniste*» dans ses discours haineux. Lui aussi profite de la libération de la parole raciste tout en se prétendant victime: «*Il faut être juif pour avoir la liberté d'expression en France. C'est une réalité. Et dire le contraire, c'est avoir peur. Mais on n'a plus peur. Ils nous ont tout fait. Ils nous ont entraînés dans la boue, ils nous ont mis à l'état d'esclaves. Ils nous ont colonisés.*» Et de conclure: «*La mort sera plus confortable que la soumission à ces chiens.*» Privé de liberté d'expression, Dieudonné? Il a été, comme son compère Alain Soral, plusieurs fois invité aux débats télévisés de Frédéric Taddeï; un livre vient de sortir, «*Peut-on tout dire?*», interviews parallèles de Dieudonné et Bruno Gaccio. On ne peut pas dire qu'il ait pâti de sa presta-



Cherbourg, le 9 mai 2009. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

tion au Zénith de décembre 2008, où il demandait à ses milliers de spectateurs «*d'applaudir à tout rompre*» le négationniste Faurisson, auquel il a fait remettre le «*prix de l'inféquentabilité*» par un comédien grimé en déporté juif. Le mois dernier, au cours de son spectacle, Dieudonné s'en est pris aux «*suceurs de youpins*». En ne s'embarrassant plus du mot «*sioniste*» pour stigmatiser les juifs, Dieudonné explore les nouvelles limites ouvertes par le débat sur l'identité nationale dans les discours publics.

Peut-on établir un lien entre la violence antisémite de Dieudonné et la succession de Le Pen à la tête du FN? Dès mars 2005, Dieudonné prenait la défense de Bruno Gollnisch qui rendait compte de ses propos négationnistes devant la justice. Le Pen expliquait son rapprochement avec Dieudonné par des «*points communs*»: «*Nous appartenons tous les deux à la communauté des parias... Nous sommes persécutés de la même manière, à cause de notre liberté de pensée et de notre liberté de parole*». Tout en soutenant la candidature de sa fille à sa succession, Le Pen tient à ce que la tradition antisémite ne soit pas oubliée. Le juif doit rester l'éternel ennemi, le représentant du «*mondialisme*». Tel est le rôle joué par Dieudonné lorsqu'il fait semblant d'incarner la parole des opprimés face à Zemmour. Tel est aussi le sens de la minimisation par Le Pen du rôle de Vichy

dans la déportation des juifs français, selon lui «*sauvés*» par Pétain.

Le discours raciste ne se contente pas d'ethniciser la criminalité. Il ethnicise aussi l'affrontement politique en mettant en concurrence les différentes formes de racisme et leurs victimes. Après avoir stigmatisé les noirs et les Arabes, Zemmour est ravi que Dieudonné lui réponde en stigmatisant les juifs. Mais la «*judéité*» de Zemmour n'est pas plus une garantie d'antiracisme que la «*négritude*» de Dieudonné. Dans les colonnes du *Figaro*, Zemmour défend la nécessité d'une alliance électorale entre l'UMP et le FN, conformément à sa vieille proximité politique avec Pasqua, dont on se rappelle la référence aux «*valeurs communes*» entre la droite et l'extrême droite lors de la campagne présidentielle de 1988. Comme le note memorial98.overblog.com, à propos de Zemmour et de Dieudonné: «*Loin d'être de simples "bouffons", ces agitateurs médiatiques participent à leur manière aux soubresauts de la recomposition à l'extrême droite de l'échiquier politique.*»

Aussi, c'est à juste titre que le Mrap traduit ces deux sinistres personnages devant les tribunaux. Toutes les formes de racisme doivent être combattues avec la même vigueur: antisémitisme, xénophobie, islamophobie... Sans hiérarchisation.  
**Emmanuel Sieglmann**

**boîte à lettres**

Pour nous écrire : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**SAEZ. J.-P. C. (MAIL):** Je vous écris car l'art est à mal dans notre pays. L'affiche du chanteur Saez (une femme nue dans un caddie avec écrit: j'accuse) a été censurée dans nos métros et nos stations de bus. Sous prétexte de la dignité humaine. Cette affiche est le reflet de notre société et on dirait que ça lui fait mal au yeux de voir les choses en face. De plus cet artiste dénonce ce système pourri dans lequel on vit. [...] Après, il a fait une nouvelle affiche, sans image, expliquant que son affiche a été censurée. Du coup celle-ci aussi a été censurée. [...] J'ai vu dernièrement que notre pays est le plus censeur d'Europe (17 000 en 2009). J'ai peur pour l'art et pour notre liberté d'expression. Je vous laisse aller télécharger gratuitement sur le site de Saez ses lettres explicatives de sa démarche et une chanson gratuite (un hymne pour les ouvrières qui ont perdu leur emploi, *Ma petite couturière*).  
<http://saez.mu/saez-mapetitecouturiere.php>

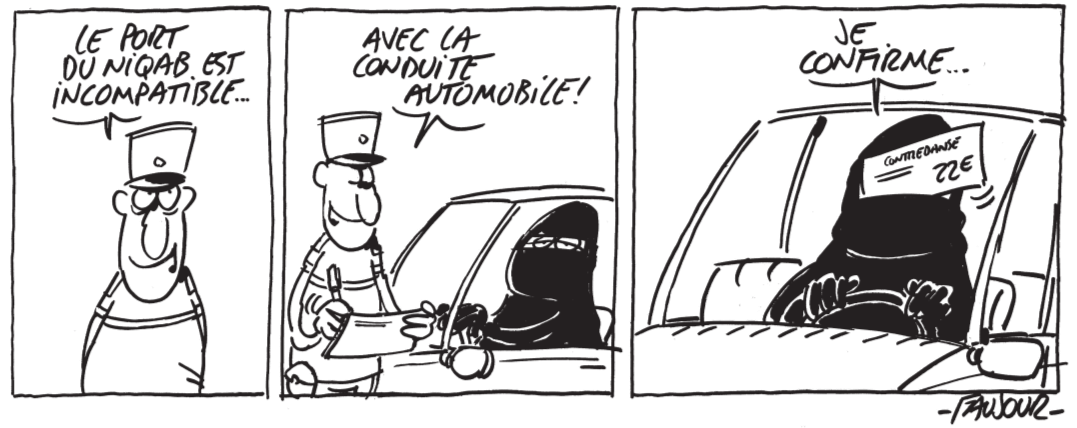
**SÉCURITÉ. D. B. (NORD):** Les régionales ont été une catastrophe pour le pouvoir en place et l'échéance 2012 approche... alors voilà que l'on ressort le vieux cheval (fourbu, usé) de campagne de M. Sarkozy: la sécurité! Celle que le ministre de l'Intérieur de 2002 (Sarkozy) et que celui de 2005 (Sarkozy encore?) ne sont pas parvenus à mettre en place... celle que le président, depuis 2007, a laissé à l'état de promesse... celle dont se servent trop souvent les grands «*humanistes*» de notre paysage politique (Besson, Le Pen et autres Villiers). Au nom de cette sécurité et de son impact dans les urnes, on va installer des postes de police dans les lycées et suspendre les allocations familiales à des parents souvent dépassés par leur situation précaire, leur «*emprisonnement*» dans des ghettos banlieusards organisés. Quel merveilleux exemple de démocratie lorsque la matraque vient suppléer le crayon, lorsque les sanctions frappent les parents des auteurs plutôt que les auteurs eux-mêmes... lorsque

l'État n'assume plus ses responsabilités premières: éducation, prévention, protection!  
Commencez donc, M. le président, par augmenter le nombre d'enseignants et par abaisser le nombre d'élèves par classe! Commencez donc, M. le président, par mettre en chantier la grande réforme de l'habitat suburbain qui devait avoir lieu déjà pour remplacer les cités que le gaullisme n'avait installées que pour 30 ans! Tout cela coûte cher, direz-vous? Eh bien venez passer une semaine sous un carton à Paris et vous verrez qu'il suffit de lever les yeux pour admirer les richesses pas même cachées de notre société! Ou alors, plus simple, baissez vos regards et vous comprendrez qu'entre vous et la misère, il existe des fortunes, des profits, des bénéfices, des évasions fiscales, des blanchiments, des abus de bien sociaux et leur cortège de mensonges, d'injustice et de mépris! [...]









## Brahim Bouarram 15 ANS APRÈS

Quelque 300 personnes se sont rassemblées au matin du 1<sup>er</sup> Mai, au pont du Carrousel, à Paris, pour rendre hommage à Brahim Bouarram, assassiné en 1995 par des manifestants du Front national. Alors qu'à quelques mètres de là, paradait le cortège du FN, les intervenants ont fait remarquer que quinze ans après, non seulement celui-ci n'avait pas disparu, mais que dorénavant ses idées moisées étaient reprises par les ministres de Sarkozy. Que ce soit Hortefeux et ses déclarations sur le nombre de musulmans acceptable, lors de l'université des jeunes de l'UMP, de celles de Morano sur les jeunes musulmans qui ne doivent pas parler verlan ou encore Besson qui lui, n'hésite pas à expulser des Afghans vers un pays en guerre et qui a lancé

le débat sur l'identité nationale... Le climat d'islamophobie a été également souligné qui prend la forme de la prochaine loi sur la burqa mais se traduit aussi par le mitraillage d'une mosquée à Istres (Bouches-du-Rhône), point d'orgue de nombreuses actions contre ces établissements. Un hommage profondément émouvant avec la participation pour la deuxième année de Saïd, le fils de Brahim, et de nombreux militants antiracistes. Une absence remarquable, celle de Bertrand Delanoë qui n'a pas jugé bon de faire le déplacement cette année ni d'envoyer un quelconque représentant officiel de la mairie de Paris. Ce rassemblement se déroulera encore l'année prochaine et sûrement les années suivantes, tant que le FN et ses idées racistes feront leurs ravages.



Paris, le 1<sup>er</sup> Mai. 300 personnes se sont rassemblées en hommage à Brahim Bouarram. (DA)

### LE CHIFFRE

# 3<sup>e</sup>

**C'est le rang de la France, parmi les pays d'Europe occidentale, ayant la mortalité prématurée masculine la plus élevée, derrière la Finlande et le Portugal. Ce résultat peu brillant fait partie d'une étude réalisée par la revue britannique The Lancet sur le taux de mortalité entre 15 et 60 ans dans 187 pays. Entre 1970 et aujourd'hui, le rang de la France dans le classement s'est dégradé, tant pour les hommes que pour les femmes et les Français ont maintenant un des taux de mortalité prématurée les plus élevés d'Europe. Le fait d'avoir une mortalité importante avant 60 ans reflète une faiblesse des systèmes de soins et de prévention.**

**AFGHANISTAN.** Le 6 avril, l'armée française a tué quatre enfants afghans de 10 à 15 ans, victimes d'un missile terrestre. Cette « erreur » n'a été révélée que le 30 avril. Les jeunes victimes auraient eu le tort de « s'être rendus invisibles par des arbres ». Le ministre de la Défense, Hervé Morin, regrette ce « terrible concours de circonstances ». « À notre connaissance, c'est la première fois qu'un tel événement se produit pour les militaires français » a indiqué le porte-parole de l'état-major. Les militaires français reconnaissent à demi-mot ne pas avoir totalement connaissance des morts qu'ils occasionnent. Il se trouve que, dans ce cas, l'affaire a été connue car les victimes mourantes ont été conduites à l'hôpital par des civils. L'assassinat de civils dans cette guerre n'est pas un « concours de circonstances » mais la signature d'une guerre impérialiste dirigée contre tout un peuple. Troupes françaises hors d'Afghanistan !

# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**CAISSE D'ÉPARGNE.** La Caisse d'épargne d'Île-de-France poursuit une grève débutée il y a un mois. La désinformation patronale, les pressions de certaines hiérarchies contre les grévistes et le blocage des tracts de l'intersyndicale montrent le désarroi de la direction du groupe. La Caisse d'épargne d'Île-de-France n'en finit pas de s'enfoncer dans une crise profonde: le mécontentement des clients grandit, plus de 1 500 dossiers de prêts sont bloqués, les instances s'accroissent. Le rapprochement entre la Caisse d'épargne et la Banque populaire n'est pas étranger à cette situation. Chaque jour qui passe accroît la distance entre les salariés et un directoire isolé. Les grévistes appellent l'ensemble des salariés du groupe à participer le 6 mai à un deuxième jeudi noir.

**JEAN-MARC ROUILLAN.** Georges Cipriani, ancien membre d'Action directe, a enfin pu obtenir un régime de semi-liberté (travail de jour, nuits en prison) après une détention de 23 ans, dont sept en isolement. Comme trois autres membres d'Action directe, dont Jean-Marc Rouillan, il avait été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 18 ans. Il aurait donc dû bénéficier de cette semi-liberté depuis cinq ans. Jean-Marc Rouillan a été réincarcéré suite à un article de presse jugé « subversif ». Victime d'un chantage à la repentance, il attend toujours sa libération conditionnelle alors que son temps est accompli depuis cinq ans. Pour protester contre cet acharnement judiciaire et demander sa libération, le collectif Ne laissons pas faire appelle à un rassemblement jeudi 6 mai (voir agenda, page 2).

**EXPULSIONS À GENNEVILLIERS.** Le 8 avril, 50 personnes ont été expulsées d'un immeuble appartenant à GDF, occupé depuis 2004. Des femmes, des enfants, des gens qui travaillent (quelques-uns sont sans papiers) mais n'ont pas eu d'autre choix que le squat pour se loger. Depuis, ils campent à côté de la mairie, soutenus par le DAL, le NPA, l'ATMF, Alternative citoyenne, des militants du PS... et les voisins. Ils demandent une table ronde département, GDF, villes. Le préfet les a enfin reçus le 30 avril, mais uniquement pour leur dire de « dégager » et « d'appeler le 115 ». Côté mairie - PCF, silence total ! Il y a bien eu un soutien pour obtenir la libération de sans-papiers arrêtés, mais pour le logement, rien : pas question de les reconnaître comme habitants de Gennevilliers. Ni avant l'expulsion pour les inscriptions à l'école ou au service logement, ni aujourd'hui pour un soutien matériel ou pour appuyer leurs demandes auprès du préfet ou de GDF (voir la vidéo sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)).

**AGRESSION TRANSPHOBE.** En plein jour, le 27 avril, cinq personnes ont été agressées près du parc de Belleville (Paris 19<sup>e</sup>), dont deux comédiennes trans et Daniel Chabannes, le réalisateur du film *Mourir comme un homme* qui est sorti la semaine dernière. Outre les moqueries et insultes habituelles visant les personnes trans subissant incompréhension et rejet, des jets de pierres et de bouteilles ont accompagné l'affirmation que « les transsexuels étaient interdits dans le quartier » ainsi que la dégradation de la voiture dans laquelle ils se sont réfugiés. Daniel Chabannes a demandé aux agresseurs d'arrêter, puis s'est fait bousculer et voler son portable sans qu'aucun des témoins de la scène ne réagisse. Une plainte a été déposée et le producteur à prévu de saisir la Halde, mais c'est bien la reconnaissance de la transphobie, au même titre que le racisme et l'implication de l'éducation nationale dans la sensibilisation à l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie qui permettront de combattre au quotidien ces actes et les préjugés.

## NO COMMENT

*C'est pas une dame de fer, c'est une dame locale, c'est une paysanne d'un coin de l'Allemagne qui ne prend pas ses responsabilités devant l'Europe.*

JEAN-LUC MÉLENCHON,  
À PROPOS D'ANGELA MERKEL

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail :** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 8 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)